Gaëlle GUEGUEN-HALLOUËT
52 ans – Mariée – 3 enfants
Adresse professionnelle :
UFR droit et sciences économiques,
12 rue de Kergoat, CS 93837 29238 Brest Cedex 3
Tél : 02 98 01 69 27 / 06 61 52 50 02
gaelle.gueguen@univ-brest.fr

STATUT

Professeure de droit public depuis le 1er septembre 2018 UFR droit et sciences économiques, Université de Bretagne Occidentale

Chercheur au sein de l'UMR AMURE 6308 Centre de droit et d'économie de la mer (UBO-IFREMER-CNRS) , Institut universitaire européen de la Mer - Université de Bretagne Occidentale

TITRES UNIVERSITAIRES ET PARCOURS

Titres universitaires

Mai 2011 : Habilitation à diriger des recherches – Université de Brest

Avril 1999 : Qualification aux fonctions de Maître de conférences des Universités
Section 02 du Conseil national des universités

Janvier 1999 : Doctorat en droit avec la mention très honorable et les félicitations du jury à l'unanimité et encouragements à publier en l'état.

Thèse : « L'application du droit communautaire aux ports maritimes. Contribution à l'étude du régime juridique communautaire des activités d'intérêt général », sous la direction du professeur Didier Le Morvan.

Prix des ports français 1999 et Prix Bretagne jeune chercheur 1999, mention spéciale

1993 : Diplôme d'études approfondies en droit communautaire, Université de Rennes 1 - mention : Assez bien

Parcours

Depuis septembre 2018 : **professeure de droit public,** UFR Droit et Sciences économiques, Université de Brest

De septembre 2001 à septembre 2018 : ***Maître de conférences de droit public,*** UFR Droit et Sciences économiques, Université de Brest - Chercheur au sein du CEDEM puis de l'UMR AMURE 6308 - Centre de Droit et d'Economie de la Mer - Institut universitaire européen de la Mer depuis 1994
Promue à la hors classe par le CNU en 2016 (première demande)
Habilitée à diriger des recherches en mai 2011

1er septembre 1999 : Maître de conférences de droit public à l'Institut Universitaire Technologique de Quimper, département Gestion des entreprises et des administrations, Université de Brest
1996-1998 : Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche, Université de Brest
1993-1996 : Allocataire de recherche de la Région Bretagne
1993-1996 : Chargée de travaux dirigés, vacataire à l'Université de Brest et en 1993 également à l'Université de Rennes 2.

RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

1. Implication dans la gouvernance du laboratoire de recherche et des instances scientifiques de l'établissement

- Depuis **2012 : Responsable de l'un des trois axes de recherche de l'UMR AMURE :**
Je participe à l'animation scientifique du laboratoire puisque je suis responsable de l'un des 3 axes de recherche de l'UMR : Axe 3 / Territoire et nouveaux usages de la mer et ai accepté de prendre la responsabilité dans le cadre du nouveau projet de recherche de l'axe A Développement et durabilité des activités maritimes. Dans ce cadre, je participe à la définition et à la mise en œuvre de la politique scientifique de l'UMR.

- Depuis **2012 : Membre du bureau de l'UMR AMURE** 6308 - Centre de droit et d'économie de la mer, instance de gestion du laboratoire.
- Depuis **2016** : Membre élue du Conseil scientifique de l'Institut Universitaire Européen de la Mer (IUEM).
- **2004-2006** : Membre élue du Conseil Scientifique de l'Université de l'Institut Universitaire Européen de la Mer
- **2002-2006** : Membre élue du Conseil Scientifique de l'Université de Brest

2. Codirections et directions de thèses

➢ Thèses soutenues : (2)

. SEKA C. « *Les concessions portuaires, contribution à l'étude des contrats publics* » soutenue en 2012 sous la direction de Gaëlle Guéguen-Hallouet.
Thèse publiée en février 2015, éd. L'Harmattan, coll. Affaires maritimes et Transports, 700 p.
. MICHALACK S. « *Etude du cadre juridique de l'exploitation des énergies marines renouvelables* », thèse débutée en septembre 2010 sous la direction d'Annie Cudennec et Gaëlle Gueguen-Hallouet et soutenue le 4 mars 2016

➢ Thèses en cours : (2)

. GONZALEZ A., allocataire de recherche, « *La production d'électricité renouvelable en mer et la propriété publique - étude comparée des droits français et chiliens* », inscription en octobre 2016, co direction P. Moraga université du Chile
. PAN S., allocataire de recherche, « Le *régime juridique européen des aides d'Etat dans le secteur portuaire* » inscription en septembre 2019

3. Participations ou présidence de jury de thèse en qualité de rapporteur et ou présidente

➢ DE GAULMYN L. « *Les mécanismes de soutien à la production de l'électricité de source renouvelable* » , sous la direction de Madame la professeure Claudie Boiteau, Université de Paris Dauphine – PSL, soutenue à Paris, le 27 mai 2019 (Rapporteur)
➢ ERRIZANI F. « *Les réformes portuaires marocaine et française - Entre enjeux de bonne gouvernance et incitation au partenariat public-privé* », sous la direction de Monsieur le professeur Patrick Chaumette, soutenue à Nantes le 15 mai 2018 (Rapporteur)
➢ GANKOUTIN F. « *Les aspects juridiques de la prévention et de la gestion des risques portuaires au Bénin et en Afrique de l'Ouest et du Centre* », sous la direction de Messieurs les professeurs Martin

N'Dendé (Université de Nantes) et Joseph Djogbenou (Université d'Abomey-Calavi au Bénin), soutenue à Nantes le 30 novembre 2020 (Rapporteur et présidente)

4. Participation à des comités de suivi de thèse ou présidence de comité de suivi de thèse

- BONIS A., « *Le développement des énergies marines : quels outils pour une gestion intégrée ?* » Université de Versailles Saint-Quentin, Centre de recherches Institutions publiques), sous la direction de Emmanuelle Saulnier-Cassia, professeure de droit public, soutenue en 2013
- ERRIZANI F. : *« les réformes portuaires en France et au Maroc »*, Nantes, Centre de Droit Maritime et Océanique, sous la direction de Patrick Chaumette, professeur de droit privé, présidence du comité de thèse de 2012 à 2018 (soutenance en mai 2018)
- NGO BAHA E. , *« L'exploitation durable des plateformes pétrolières dans le golfe de Guinée* », thèse réalisée sous la direction de Marie Bonin (directeur de recherche IRD) depuis 2016.
- DJOUAKEP FANDO G. , *« Sécurité et sûreté maritimes : Etude sur la contribution de l'Union européenne au maintien de l'ordre public en mer* », sous la direction de Annie Cudennec, professeure de droit public, depuis 2017.

5. Organisation de manifestions scientifiques

En collaboration avec Annie Cudennec, professeure de droit public :
(2002) *Le juge communautaire et la mer*
(2006) *L'Union européenne et la mer*
(2018) *L'Union européenne et la mer - les soixante ans du traité de Rome*

En collaboration avec Harold Levrel, professeur d'économie (Agro Paris Tech)
(2012) *Les Energies Marines Renouvelables : enjeux économiques et juridiques*

6. Participation aux comités scientifiques de colloques internationaux organisés par

l'UMR AMURE (7), par l'Université de Nantes (colloque sur les transitions écologiques sous la direction d'Agathe Van Lang, professeure de droit public, en septembre 2015, par l'Université de Renne 2 et par l'Université du Chili (Santiago du Chili).

7. Contrats de recherche

- 2010-2013 : Participation au programme Gecope qui avait pour objet « La gouvernance et les communautés portuaires en Europe ». Il s'agissait d'un projet pluridisciplinaire en sciences humaines et sociales financé par l'ANR dans le cadre d'un appel à projets « Gouverner et administrer ». Ce projet rassemblait des géographes, des urbanistes, des juristes, des économistes, des sociologues et des historiens. Son objectif était de mener une comparaison de différents modèles de gestion portuaire afin de comprendre la recomposition du rôle de l'Etat et de l'autorité publique en général dans les espaces portuaires. Mon travail a consisté à présenter deux communications : Bilbao en octobre 2010 et Nantes en octobre 2011 et contribué à un ouvrage dont j'ai rédigé un chapitre **[CO3].**

- *Responsabilité de contrats de recherche liant mon laboratoire*

. 2013-2015 : Contrat ADEME-IUEM Projet ORCA
J'ai participé (avec d'autres laboratoires scientifiques de l'Institut universitaire européen de la mer – IUEM) à la soumission d'une réponse à un appel à manifestation d'intérêt publié par l'ADEME relative à un projet de démonstration hydrolien (énergie des courants). Notre Institut ayant été retenu, j'ai dirigé de 2013 à 2015 la partie juridique de l'étude.

. 2014 : Contrat Agence des aires marines protégées : Direction d'une étude sur la valorisation économique de la zone économique exclusive.

. 2013 **:** Contrat Nass et Wind : Direction d'un contrat de six mois liant l'UMR à la société de développement d'énergie en mer Nass et Wind Offshore. L'étude commandée portait sur le statut juridique des éoliennes flottantes

8. Mission d'expertise pour l'Agence nationale de la recherche

2015 : membre du panel d'experts de l'agence nationale de la recherche et évaluation d'un projet de recherche juridique présenté dans le cadre de l'appel à projets générique jeune chercheur - jeune c hercheuse relevant du défi 1 Gestion sobre des ressources - adaptation au changement climatique Axe 3 Les sociétés face aux changements environnementaux. Il s'agissait d'un projet dans le domaine de l'énergie sur lequel je ne peux apporter plus de précisions compte tenu de l'anonymat des évaluateurs.

9. Autres expertises scientifiques récentes

- Audition par la mission CGEDD-IGF-IGAM sur l'implantation des éoliennes en mer (ZEE) IGF-CGEDD et IGAM mandatée par les ministres de la transition écologique, de l'économie, des finances et de la relance, de la mer février 2021
- Participation au groupe d'experts portuaires mise en œuvre sous l'égide du CNRS depuis septembre 2020
- Participation en qualité d'expert à l'atelier groupe ressources du 8 novembre 2017, « Défi maritime et littoral en Loire Atlantique » organisé par le conseil départemental de Loire Atlantique afin d'initier une approche intégrée du territoire de l'estuaire maritime, du littoral et du rétrolittoral qui s'est traduite la publication d'une charte d'engagement.

10. Communications dans des colloques internationaux (6)

- « Les énergies marines renouvelables en mer- Principaux enjeux juridiques », communication lors Colloque Franco-Brésilien sur les Sciences de la mer Buzios, Brésil, 3-8 novembre 2013
- « Offshore Renewable Energy in French law - The need for an integrated spatial maritime planning», Marine and Coastal Policy Forum, Plymouth 18-20th June 2014
- « A comparative analysis of Offshore Renewable Energy law between France and the United Kingdom, Contribution au workshop » on "Ocean Renewable Energy", MELAW, Dalhousie University, Halifax, 4 Nov. 2014
- « The rise of a special framework for Ocean Renewable Energies in France », communication présentée au Colloque international de droit de l'environnement sur "La régulation des usages de la mer - Analyse juridique comparée Union européenne, France et Chili", organisé par le Centro de Derecho Ambiental (CDA) de la Facultad de Derecho de la Universidad de Chile, centro de la Ciencia del Clima y la Resiliencia (CR2) et l'UMR AMURE 6308 Centre de droit et d'économie de la mer, Université de Bretagne Occidentale – Institut Universitaire Européen de la Mer (UBO), le 9 mars 2017.
- « The role of the legal framework in the development of renewable energy projects at sea : Reconcile - Simplify – Reassure », communication présentée lors du Workshop international on wave and Tidal Enrgy, organisé à Valdivia, Chili par l'Université Austral et le Meric, le 22 novembre **2018**.
- « The development of Floating offshore Wind Legal Issues », présentée lors du French – American Day innovation on Floating Offshore Energy Technology, Boston (USA) 2019, les 18 et 19 mars **2019** + moderator for the breakout session.

ENSEIGNEMENTS (en gras enseignements assurés actuellement).

- *Droit européen CM et TD :*

Faculté de Droit, Economie, Gestion et AES et Institut d'Etudes judiciaires, Université de Brest

◊ **Droit matériel de l'Union européenne (Licence 3 Droit)**

◊ Droit européen et transformation de l'administration et de son droit (Master 2 Carrières du droit public)
◊ Droit européen de la concurrence (Master 2 Montage et gestion de projets européens)
◊ **Droit de la concurrence** (Eurai école d'actuariat 4ème année)
◊ Contentieux de l'Union européenne (L3 Droit)
◊ Droit de l'Union européenne (L2 AES)
◊ Institutions européennes (L3 AES)
◊ Organisations européennes (L1 Droit)
◊ Contentieux de l'Union européenne (L3 Droit)
◊ Procédures européennes (IEJ préparation à l'examen d'entrée à l'Ecole des avocats du grand ouest - EDAGO)
◊ Droit européen (IEJ préparation Examen d'entrée à l'EDAGO)

- ***Droit public interne (CM et TD)***

IUT de Quimper département GEA, Faculté de Droit, Economie, Gestion et AES, Université de Brest et ENSTA, Brest

◊ Introduction au droit (1ère année, DUT GEA, IUT Quimper)
◊ Droit administratif (2ème année, DUT GEA, IUT Quimper)
◊ Droit public économique (M1 Droit)
◊ **Droit portuaire** (M2 Droit des activités maritimes - DAM)
◊ **Droit du domaine public maritime** (M2 DAM)
◊ **Droit administratif des biens** (L3 droit et M2 droit du patrimoine et des activités immobilières)
◊ Droit constitutionnel (L1 Droit)
◊ **Droit des énergies marines renouvelables** (Mastère EMR, ENSTA Brest et Master 2 DAM)
◊ **Droit de la plaisance** (M2 DAM)

- Droit international économique (Master 2 Commerce international IAE- Brest)

RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES ET ADMINISTRATIVES

◊ Depuis avril 2019, **membre élue du Conseil d'administration de l'Université** de Brest
◊ De mars 2016 à septembre 2018 , **Membre élue du Conseil de la Formation et de la Vie Universitaire** de l'UBO et du Conseil académique restreint (CAC)
◊ De septembre 2014 à septembre 2020 : **Responsable du master 2 « Droit des espaces et des activités maritimes** »
◊ 2010-2013 : **Direction du département droit** responsable du niveau master
◊ 2002-2007 : Responsable du programme CREPUCQ - Conférence des Recteurs et des Principaux des Universités du Québec programme de mobilité sortante vers les universités du Québec, UFR Droit et Sciences économiques
◊ 2002-2005 : Membre du Conseil de la documentation de l'Université

◊ Membre de la commission de spécialistes de l'UFR Droit et Sciences économiques de 2002 à 2008 et membre de 4 comités de sélection depuis 2010 (droit public et histoire du droit)
◊ Depuis 2001 : Participation à des jurys de validation des acquis et de l'expérience
◊ En 2007-2008 : Participation au jury de l'examen d'entrée à l'EDAGO (Ecole des Avocats du Grand Ouest)
◊ En 2010, 2011, 2012 et 2013 : Présidence et depuis 2001 membre de jury de licence et master à la Faculté de droit de Brest.

LISTE DES TRAVAUX ET PUBLICATIONS

1. *Direction d'ouvrages*

2019 : *L'Union européenne et la mer - Soixante ans après les traités de Rome*, Cudennec A. et Guéguen-Hallouët G. (dir.), Pedone, COLL. MER, . 401 P.
2013 : *Les énergies marines renouvelables, enjeux juridiques et socio-économiques*, Guéguen-Hallouët et Levrel H. (dir.), Pedone, COLL. MER, 329 p.
2007 : *L'Union européenne et la mer – Vers une politique maritime de l'Union européenne*, Cudennec A. et Guéguen-Hallouët G. (dir.), Pedone, COLL. MER, 437 p.
2003 : *Le juge communautaire et la mer*, Cudennec A. et Guéguen-Hallouët G. (dir.), Bruylant, coll. Etudes européennes, 188 p.

2. Chapitre d'ouvrages

- « Le pilotage portuaire », rédaction du fascicule de l'encyclopédie Dalloz, avec A ? Montas Ndende, Répertoire commercial Dalloz, septembre 2019, 30 p.
- « Les énergies marines renouvelables – Principaux enjeux juridiques », (avec Nicolas Boillet) chapitre 5 de l'ouvrage Mers et Océans, volume 6. Gouvernance des mers et des océans, sous la direction de A. Monaco et P. Prouzet, Iste Editions, 42 p. publié en France en 2015 et au Royaume Uni, ED. Wiley sous le titre Governance of Seas end Oceans, « Marine Renewable Energies : Main legal Issues » chapter 5 pp. 159-201.
- « Libéralisation et nouvelle gouvernance : les défis des ports maritimes français, italiens et espagnols » dans Foulquier E. et Lamberts C. (dir.), 2015. Gouverner les ports de commerce à l'heure libérale. Regards sur les pays d'Europe du Sud, CNRS Editions, Paris, 374 p., pp. 37-74.
- « Les énergies marines renouvelable », chapitre 11 pp. 206-228, dans Energies renouvelables et marché, sous la direction de Boiteau C. , Bruylant, 2014.
- « Les ports maritimes français à l'épreuve du droit européen – entre intérêt général e marché » « Los puertos maritimos franceses frente del derecho europeo : entre interes general y mercado », dans Fotinopoulou Bazurko O. (Dir.), Gobernanza portuaria, Euzko Jaurlaritza, 2011, 204 p., pp. 53-73.

3. Communications dans un congrès international avec publications des actes

- « La politique portuaire européenne - Pragmatisme et petits pas », communication, présentée à l'occasion du colloque l'Union européenne et la mer 60 ans après les traités de Rome » Brest les 23 et 24 novembre 2017, à paraitre en 2018 sous forme d'un ouvrage, édition Pedone.
- « La contribution des collectivités territoriales au développement de l'économie maritime et littorale : Les enjeux en matière portuaire », communication présentée à l'occasion du colloque organisée par l'Université du Littoral Côte d'Opale – LARJ - Campus de la mer, Sur le thème « Les enjeux maritimes et littoraux des collectivités territoriales - Quelles réponses juridiques ? » le 21 septembre 2017, à paraître en 2018 dans le Bulletin des collectivités locales (RCL).
- « Le cadre juridique de l'énergie marées en France : Entre singularité et incertitudes », Communication présentée lors du colloque « L'énergie des marées, hier, aujourd'hui, demain », Université de Rennes 1, ENSAB, Rennes 20 juin 2017, à paraitre en 2018 dans un ouvrage collectif -communication remise à l'éditeur.
- « Activités portuaires et transport maritime à l'épreuve des libertés économiques européennes », communication au colloque de Toulouse *Droit des transports et principes fondamentaux*, 31 mars 2016, publié en 2016 dans la revue de jurisprudence commerciale.
- « Les nouveaux instruments du droit de la transition énergétique », communication au colloque organisée à Nantes *Penser et mettre en œuvre les transitions écologiques*, 24 et 25 septembre 2015, publication en cours aux éditions Mare et Martin, sous la direction de la professeure Van Lang.

- « A comparative analysis of Offshore Renewable Energy law between France and the United Kingdom, Contribution au workshop » on “Ocean Renewable Energy”, MELAW, Dalhousie University, Halifax, 4 Novembre 2014, publication en 2016 dans La Revue Ocean Year Book (V. Articles).
- « Les ports maritimes et les instruments européens du développement territorial - Illustration des défis de la politique maritime intégrée », communication au colloque de Brest (Novembre **2012**) publiée dans Boillet N (dir.) *L’aménagement du territoire maritime dans le contexte de la politique maritime intégrée,* Ed. Pedone, coll. Mer, 2015, 421p., pp. 391-400.
- « La gratuité et le droit de l’Union européenne », communication au colloque communication au colloque *la gratuité comme fondement de l’action publique*, Brest, 28 novembre **2012,** publication dans la revue générale des collectivités territoriales en octobre 2016.
- « L’appel d’offres éolien en mer à l’épreuve des règles européennes de concurrence », communication au colloque de Brest (octobre **2012**) publiée dans *Les énergies marines renouvelables, enjeux juridiques et socio-économiques*, Pedone, 2013, pp. 93-107.
- « Responsabilité portuaire », communication au colloque de Brest (octobre **2008**) publiée dans Cudennec A. (dir.), Mer et Responsabilité, Pedone, 2009, 217 p, pp. 109-119.
- « Les fondements juridiques d’une politique maritime européenne », communication au colloque de Brest (octobre **2006**) publiée dans l’ouvrage *L’Union européenne et la mer – Vers une politique maritime de l’Union européenne*, Cudennec A. et Guéguen-Hallouët G. (dir.), Pedone, 2007, 437 p., pp. 21-35.
- « L’accès aux infrastructures et services portuaires dans l’Union européenne », communication au colloque de Bordeaux (octobre **2004**) publiée dans GRARD L. (dir.) *L’Europe des transports*, La Documentation française, collection Travaux de la CEDECE, 2005, 857 p., pp. 359-376.
- « Le juge communautaire et l’application des règles de concurrence aux ports maritimes », communication au colloque de Brest (mai **2002**) publiée dans Cudennec A. et Guéguen-Hallouët G. (Dir.), *Le juge communautaire et la mer*, Bruylant, coll. Etudes européennes, 2003, 188 p., pp. 23-38.

4. Communications non publiées

« The development of floating offshore wind turbines Legal Issues », communication présentée lors des French-American Innovation Day Boston 18 et 19 mars 2019 “Floating Offshore Wind energy Technology”.

« The role of the legal framework in the development of renewable energy projects at sea Reconcile - Simplify – Reassure », communication présentée lors du symposium international Wave and Tidal, Université austral du Chili, Valdivia, 20-24/11/2018.

◊

« La naissance d’un cadre juridique français spécifique aux énergies renouvelables en mer », communication présentée lors de la journée scientifique organisée par le GDR CNRS 3763 Energies marines renouvelables, CNRS, Paris, CNRS 24 mai 2017.

« The rise of a special framework for Ocean Renewable Energies in France », communication présentée au Colloque international de droit de l’environnement sur “La régulation des usages de la mer - Analyse juridique comparée Union européenne, France et Chili”, organisé par le Centro de Derecho Ambiental (CDA) de la Facultad de Derecho de la Universidad de Chile, centro de la Ciencia del Clima y la Resiliencia (CR2) et l’UMR AMURE 6308 Centre de droit et d’économie de la mer, Université de Bretagne Occidentale – Institut Universitaire Européen de la Mer (UBO), **le 9 mars 2017.**

« Analyse juridique des responsabilités induites par l’accueil des navires en difficultés », communication présentée lors de la Conférence régionale Atlantique organisée par la préfecture maritime de l’Atlantique à La Rochelle le 8 juin **2016.**

« Offshore Renewable Energy in French law - The need for an integrated spatial maritime planning », Marine and Coastal Policy Forum, Plymouth 18-20th June **2014**

« Le cadre juridique des Energies Marines Renouvelables », Conférence devant l'Association des anciens élèves de l'école polytechnique X Mer, CCI Brest, Septembre **2011**.

« Enjeux juridiques de la gestion des ports de plaisance », conférence à l'invitation de la Commission « ports de plaisance » du pôle de compétitivité Mer- Bretagne, Lorient le 2 juin **2009**.

« La régulation contentieuse des conflits d'usage de la bande côtière générées par les activités portuaires », Communication dans le cadre de Préliminaires juridiques (*Réflexions juridiques autour de la spécificité de bande côtière ;* Atelier international sur *la régulation de l'accès aux ressources marines vivantes dans la zone côtière : expériences internationales et perspectives pour la Bretagne*, janvier **2006**.

« D'une liberté économique à une liberté politique, l'évolution de la libre circulation des personnes en Europe », communication lors du Séminaire international organisé à la faculté de droit et de sciences économiques de Brest le 14 mai **1996** : « Perceptions juridiques croisées – Amérique du Nord – Union européenne – France «

5. Articles :

« La production d'électricité d'origine renouvelable en mer à l'épreuve de la conciliation », revue énergie, environnement et infrastructures, Lexisnexis, n° 2, février 2019

« La politique portuaire européenne - Pragmatisme et petits pas », dans G. GUEGUEN-HALLOUET ET A.CUDENNEC (DIR.), L'UNION EUROPEENNE ET LA MER - SOIXANTE ANS APRES LES TRAITES DE ROME, PEDONE, COLL. MER, **2019**.

« Les ports et la transition énergétique », communication présentée lors du colloque international sur *Les ports maritimes face aux défis du développement durable* à l'Université de Paris V Descartes, le 23 octobre 2018, publication en cours, Bruylant, nov. **2019**.

« La contribution des collectivités territoriales au développement de l'économie maritime et littorale : Les enjeux en matière portuaire », BJCL, 18 mars 2018, n°3, pp. 212-219.

« Le règlement européen du 15 février 2017 sur les services portuaires et la transparence financière des ports : pragmatisme et petits pas », le droit maritime français, n° 796, novembre 2017, pp. 917-926.

« Admission sous condition d'un bail à construction sur le domaine public – Etude sous CE (Ch. Réun.) 11 mai 2016 n° 390118, le droit maritime français, n° 792, juin 2017, p. 560-576.

« Activités portuaires et transport maritime à l'épreuve des libertés économiques européennes », Revue de jurisprudence commerciale, sept. oct. 2016, n° 5, pp. 543-559.

« A comparative analysis of Offshore Renewable Energy law between France and the United Kingdom, Ocean Year Book, Chicago, Leiden, Boston, March 2016, n° 30, pp. 377-416.

"Les énergies marines renouvelables en droit français: principaux enjeux juridiques", In: Costa de Oliveira C. (Organizadora). Meio ambiente marinho e direito: exploração e investigação na zona costeira, na plataforma continental e nos fundos marinhos. Curitiba, Juruá, 2015, p. 237-253.

« Le rôle croissant du secteur privé dans l'activité et la gestion des ports », Revue Questions internationales, la Documentation française, n° 70, octobre 2014, pp. 65-77.

« Les ports maritimes français à l'épreuve du droit européen entre l'intérêt général et le marché », Annuaire de droit maritime et océanique (ADMO), tome XXXI, 2013, pp. 475-494.

« L'appel d'offres « éolien en mer », Quelques réflexions à propos d'un nouvel avatar juridique « (avec Boillet N.), JCP. A, n°40, 8 octobre 2012, étude n°2320, pp. 27-34.

« L'évolution de la gouvernance dans les ports français, italiens et espagnols : Unité et diversité », ADMO, 2012, tome XXX, pp. 153-166.

« Haro sur le Yalta havrais de la manutention : une nouvelle contribution au processus de diffusion des préoccupations concurrentielles aux activités portuaires », Revue de droit des transports, sept. 2010, pp. 18-21.

« Les ports de plaisance entre l'intérêt général et le marché », Revue de droit des transports, déc. 2009, pp. 9-13.

« Vers une politique maritime européenne : A propos du Livre bleu sur un politique maritime européenne », le droit maritime français, n° 690, Mars 2008, pp. 216-220.

« Le pilotage portuaire », rédaction du fascicule de l'encyclopédie Dalloz, avec le professeur Ndende, Répertoire commercial Dalloz, juin 2002, 22 p.

« Les activités portuaires au regard des règles communautaires de concurrence », Revue " Espaces et ressources maritimes ", n° 11, 1998, p. 179-237.

6. Notes de jurisprudence et d'actualité

- « Conditions et délai pour contester des titres exécutoires notifiés par le gestionnaire d'un port de plaisance, note sous COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE MARSEILLE - 21 FEVRIER 2020 N° 19MA02083, le droit maritime français (D.M.F.), n° 826, juillet 2020, pp.663-668.
- « Occupation sans titre du domaine public fluvial tolérée : Occupation irrégulière, éviction sans faute », note sous Cour administrative d'appel de Paris (6ème Ch.) - 26 Septembre 2017, N° 16PA01919, n° 16PA01920, 16PA01921, le droit maritime français (D.M.F.), n° 800, mars 2018, pp.270-277.
- Chronique maritime de Droit européen de la mer : coauteur d'une chronique biannuelle d'actualité juridique maritime européenne publiée dans la Revue de l'Union européenne (RUE) / Notes sous les décisions concernant les activités portuaires et la libre prestation des transports maritimes dans le cadre de la Chronique maritime de Droit européen de la mer depuis 2010 (8 à 10 pages de notes par numéro) : n° 535, n° 542, n° 548, n° 552 , n° 558, n° 562, n° 568, n° 572, n° 578, n° 588, n° 592, n° 598, n° 603 (Nov. 2015), n°582 (Mai 2016), n° 612 (Nov. 2016), n° 608 (Mai 2017) et n° 612 (Nov. 2017), n ° 618 (Mai 2018), n° 625 (février 2019) , n° 633, (déc. 2019), n° 628 (Mai 2019), n° 633, (Déc. 2019), n° 638 (Mai 2020) et n° 643 (décembre 2020).
- « Délégation de service public de desserte maritime et règles de concurrence, note sous Conseil de la concurrence décision n° 09-D-10 du 27 février 2009 », le droit maritime français, n° 703, Mai 2009, pp. 430-438.
- « Les activités portuaires à l'épreuve des règles de concurrence – A propos de la décision du Conseil de la concurrence n° D-7-28 du 13 septembre 2007 », le droit maritime français, n° 690, Mars 2008, pp. 280-290.
- « La sécurité, facteur déterminant de l'accès aux ouvrages portuaires », note sous Tribunal Administratif de Lille, 7 juin 2005, le droit maritime français, n° 664, novembre 2005, pp. 935-945.

- Note sous CE Sect. Avis n° 192689 du 20 mai 1998, Compagnie générale des eaux, Revue Juridique de l'Ouest n° 3-1999, p. 303-314.
- Note sous deux arrêts de la CJCE (6e chambre) du 17 juillet 1997, aff. Jtes C-114/9 et C-115/95 (Texaco A/S et Middelfart Havn, Arthus Havn et autres et, entre Olieselskabet Danmark amba et Trafkministeriet, Fredericia Kommune et autres, rec. I p. 4263) et aff. C-242/95 (GT- Link A/S et De Danske Stratsbaner (DSB), rec. I p. 4449), le droit maritime français, n° 574, septembre 1997, p. 848 à 858.

7. Rapports de contrat de recherche

Les études d'impact en Bretagne, **1995**, 266 pages, publication du Conseil scientifique de l'environnement du Conseil Régional de Bretagne. Etude réalisée sous la direction de Monsieur Didier Le Morvan, professeur de droit public. Cadre : convention de recherche conclue entre le Conseil régional de Bretagne et le Centre de droit et d'économie de la Mer – UBO Brest, (opération n° 15048-95, programme 399).

Brest, le 15 février 2021